



JUSQU'AU RETRAIT

Depuis le 5 décembre, un mouvement de contestation majoritaire et inédit, sans trêve et sans essoufflement, s'est installé dans le pays.

Cela va devenir le plus long conflit social français interprofessionnel de l'histoire.

L'objet : La réforme de retraite universelle par points portée par le gouvernement, son parti présidentiel LREM, le MEDEF et leurs soutiens politiques. Elle n'a d'universelle que le nom, car déjà beaucoup de professions ont obtenu des régimes dérogatoires.

Le mouvement de rejet du projet de retraite par points n'est pas porté à bout de bras par les seuls salariés de la SNCF, de la RATP et de l'Energie, comme nombre d'éditorialistes et politiques s'évertuent à le faire croire. Le mouvement est beaucoup plus large, il est rejoint par d'autres secteurs tels **l'Education Nationale, la Santé, la Chimie, les Ports et Docks, les pompiers, les avocats, l'Opéra, les Musées, Radio France, les douaniers, la Comédie Française, la police scientifique, les convoyeurs de fonds, la Banque de France, les entreprises d'incinération de**

déchets, et des centaines d'entreprises du secteur privé.

Malgré la contestation grandissante, avec 61% des français soutenant la mobilisation et 71% souhaitant le retrait de ce projet de réforme néfaste, le torpillage du Conseil d'Etat, le désaveu de plusieurs députés de la majorité et dernièrement la position de la ministre Marlène Shiappa, secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui s'inquiète du sort réservé dans le futur système aux femmes exerçant « des métiers dits pénibles ou physiques » ; et qui met le doigt sur l'absence de prise en compte de la pénibilité, en plus des inégalités de salaire H/F, l'échec de la Commission spéciale retraite, le gouvernement refuse de revoir sa position.

Ce projet de réforme des retraites n'a qu'un seul objectif : diminuer les pensions et allonger le temps de travail.

Le gouvernement et sa majorité doivent écouter la population et retirer leur sinistre projet.



L'intersyndicale CGT – FO – FSU et Solidaires de l'Indre demande le retrait de ce projet et exige de réelles négociations afin d'améliorer le système actuel.



ENSEMBLE, EN MANIFESTATION
LE JEUDI 20 FEVRIER 2020

- A Châteauroux : 10 h 00 place de la République
- A Issoudun : 15 heures devant l'entreprise VIVARTE, rue de la Limoise